

LE FIGARO - Vendredi 3 Sept. 2004  
Deux inspecteurs  
du travail tués  
par un agriculteur

Deux inspecteurs du travail ont été tués par balles, hier en Dordogne, par un exploitant agricole lors d'un contrôle de routine qui a tourné au drame.

Les deux contrôleurs étaient venus vérifier la régularité des contrats de travail des saisonniers chargés de ramasser les prunes dans une exploitation de Saussignac, a indiqué le vice-procureur de la République qui s'est rendu sur place.

Selon Serge Mornac, maire de ce petit village situé au sud-

ouest de Bergerac, les inspecteurs se sont présentés en milieu d'après-midi avant de demander ses papiers à l'exploitant agricole qui ramassait les fruits. Ancien assureur reconverti dans l'agriculture il y a quelques années, Gérard Dubiau, 55 ans, marié et père de deux enfants, a alors fait feu sur le premier inspecteur, un homme travaillant pour la Mutualité sociale agricole. Touché à l'abdomen, il a été transporté dans un état critique à l'hôpital de Bordeaux où il est mort dans la soirée.

Sa collègue, une femme d'une quarantaine d'années, a alors tenté de prendre la fuite. L'agriculteur lui a tiré dans le dos et l'a tuée presque sur le coup.

« Gérard Dubiau est ensuite rentré dans sa maison. Il a pris une autre arme et a tiré sur lui-même, a raconté le maire de Saussignac. Les gendarmes l'ont trouvé blessé, à terre et l'ont sorti sur un brancard. » Transporté à l'hôpital, il a été placé sous surveillance de la gendarmerie et sera placé en garde à vue lors de sa sortie. Ses jours ne sont pas en danger.

L'agriculteur aurait récemment eu, selon le maire, des difficultés avec sa propriété. Il voulait la vendre mais, au dernier moment, la transaction n'a pas eu lieu.

« Tout cela s'ajoutant aux difficultés actuelles de la profession, il s'est retrouvé déprimé », a relaté Serge Mornac. Le ministre de l'Agriculture, Hervé Gaymard, a fait part hier de sa « très vive émotion » et a adressé « tous [ses] sentiments de compassion et de peine aux proches et aux familles des victimes ». Jean-Louis Borloo, ministre de l'Emploi, et Gérard Larcher, ministre délégué aux Relations du travail, ont eux aussi fait part de leur grande émotion. « Le travail est un des piliers essentiels de la cohésion sociale, ont-ils écrit dans un communiqué commun. Il est l'une des valeurs fondamentales de notre République. Pour l'ensemble des agents de contrôle, l'application du droit du travail doit pouvoir s'exercer sans aucune restriction dans le cadre des lois de la République. »

*L'agriculteur aurait récemment eu des difficultés avec sa propriété. Il voulait la vendre mais, au dernier moment, la transaction n'a pas eu lieu*

LE MONDE - Vendredi 3 septembre 2004  
Deux inspecteurs du travail  
ont été tués en Dordogne  
par un agriculteur

Ils venaient contrôler les contrats des saisonniers

LE DRAME s'est noué en quelques minutes. Deux inspecteurs du travail ont été tués par balles, jeudi 2 septembre alors qu'ils se présentaient dans l'après-midi à l'entrée d'une exploitation agricole à Saussignac, village proche de Bergerac (Dordogne). Alors qu'une discussion entre les inspecteurs et des ouvriers employés à la récolte des prunes s'était engagée, le propriétaire, Gérard Dubiau, 57 ans, un assureur et ancien militaire reconverti dans l'agriculture, s'est emparé d'une arme. Il a d'abord fait feu sur Daniel Buffière, inspecteur de la Mutualité sociale agricole (MSA), le touchant à l'abdomen. Le salarié, qui était venu vérifier la validité des contrats de travail des saisonniers, devait décéder dans la soirée à l'hôpital de Bergerac.

« TRÈS VIVE ÉMOTION »

Sa collègue, Sylvie Trémouille, employée par l'Inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles, a été tuée d'une balle dans le dos alors qu'elle tentait de s'enfuir, après le premier coup de feu. L'agriculteur s'est ensuite emparé d'une autre arme qu'il a retournée contre lui-même. Blessé, il a été hospitalisé à Bordeaux. Une information judiciaire pour « meurtre » devait être ouverte, vendredi 3 septembre par le parquet de Bergerac et confiée à la juge d'instruction Nathalie Larsabal.

D'après plusieurs témoignages, Gérard Dubiau connaissait des difficultés dans l'exploitation de sa propriété. Son ancien associé était parti avec sa fille et un nouveau montage financier avait été refusé par le Crédit agricole. Récemment, il se serait plaint de l'arrogance des huissiers et des mandataires financiers auxquels il avait affaire. Un de ses fournisseurs affirme l'avoir enten-

du maugréer la semaine dernière : « tu vas voir mon nom dans les journaux, ce sera pas en bien ! ».

Cependant, selon Alain Cornil, directeur départemental de la MSA, l'exploitation de M. Dubiau, consacrée à la prune et à la vigne, ne connaissait pas des difficultés supérieures à celles que vivent d'autres dans une région touchée par la crise. « Des gens en difficulté, il y en a un certain nombre en Dordogne mais cette exploitation semblait se rétablir. L'exploitant venait de payer des cotisations et sa situation n'était pas dramatique », soutient M. Cornil.

Le drame cause une vive émotion dans les milieux de l'inspection du travail. « Tout le monde a peur de sonner aux portes désormais », témoigne M. Cornil qui prépare la mise en place d'un dispositif de soutien psychologique pour les salariés de la MSA.

Dans la soirée de jeudi, le ministre de l'Agriculture, Hervé Gaymard, a fait part de sa « très vive émotion » et a adressé « tous [s]es sentiments de compassion et de peine aux proches et aux familles des victimes ». Le secrétaire d'Etat à l'aménagement du territoire, Frédéric de Saint Sernin, élu (UMP) de Dordogne, le ministre de l'emploi, Jean-Louis Borloo, et le ministre délégué aux relations du travail, Gérard Larcher, ont fait part de leur grande émotion. « Le travail est un des piliers essentiels de la cohésion sociale. (...) Pour l'ensemble des agents de contrôle, l'application du droit du travail doit pouvoir s'exercer sans aucune restriction dans le cadre des lois de la République », écrivent MM. Borloo et Larcher dans un communiqué commun.

Philippe Bernard

L'inspection du travail fusillée

Rouge

J eudi 2 septembre, deux agents de contrôle ont été assassinés en Dordogne : Sylvie Trémouille, contrôleuse du travail, et Daniel Buffière, contrôleur de la Mutualité sociale agricole, ont été tués à coups de fusil par le propriétaire de l'exploitation agricole dans laquelle ils venaient vérifier les conditions de travail des salariés saisonniers.

S'il est important d'exprimer sa solidarité avec les familles et les proches des deux victimes, il faut aussi s'interroger sur le contexte dans lequel ce crime a été perpétré : il ne s'agit pas d'un acte isolé, les agents de l'inspection du travail sont de plus en plus souvent victimes de violences physiques ou morales de la part d'un patronat toujours plus agressif et arrogant. L'inspection du travail essaie tant bien que mal de veiller au respect de ce qu'il reste des droits des salariés, de plus en plus bafoués.

C'est encore bien trop pour la droite et pour le patronat : un texte signé par de nombreux parlementaires de la majorité a circulé l'été dernier pour demander que les pouvoirs de l'inspection du travail soient limités. Le rapport Virville en appelle à l'allègement du code du travail qui étoufferait les employeurs. Tout cela s'ajoute aux attaques dont sont en permanence victimes les fonctionnaires, « trop nombreux et inutiles ». Il n'est pas nécessaire de les remplacer quand ils partent à la retraite. Délégitimée, attaquée de toutes parts, manquant cruellement de moyens, il n'est pas surprenant que l'inspection du travail soit à son tour victime de la droite et du patronat. ■

DRAME ■ Deux inspecteurs du travail tués par un agriculteur, hier

# Elle tente de s'enfuir, il lui tire dans le dos

FRANCE SOIR

vendredi 3  
Sept. 2004

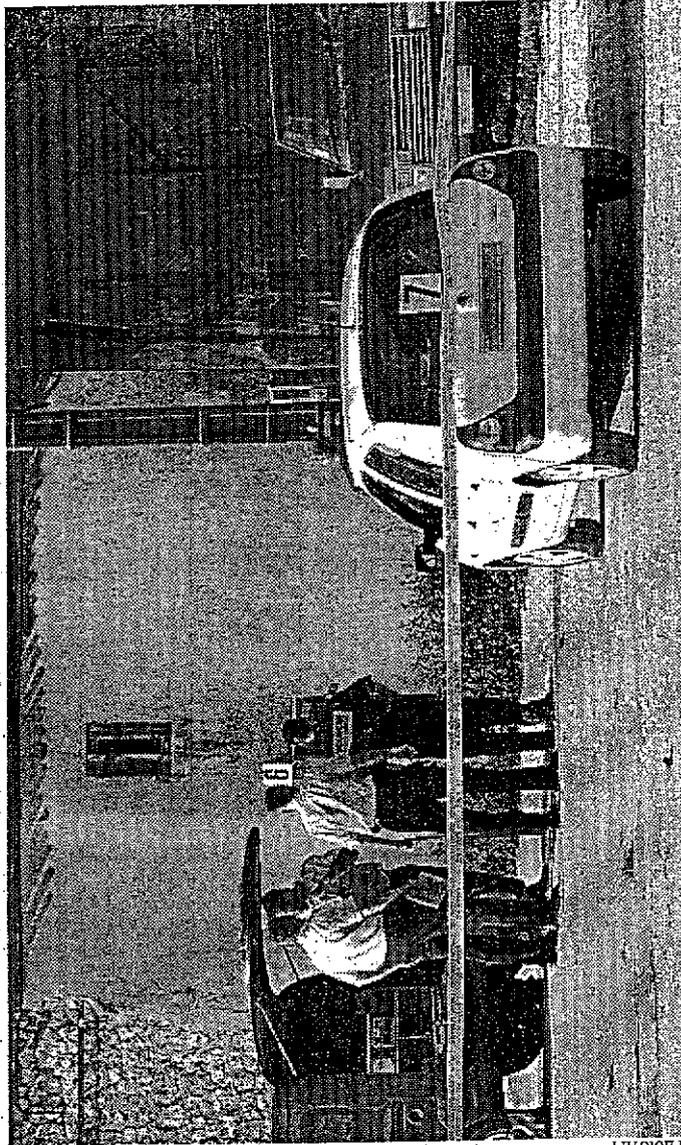
**U**n contrôle de routine portant sur les contrats de travailleurs saisonniers a tourné au drame hier dans une exploitation agricole de Dordogne, où un agriculteur a tué par balles deux inspecteurs du travail avant de tenter de mettre fin à ses jours.

Selon les premiers éléments de l'enquête, les deux inspecteurs étaient venus vérifier la régularité des contrats de travail des saisonniers chargés de ramasser les prunes dans cette exploitation de Saussignac, un petit village au sud-ouest de Bergerac. Les inspecteurs se sont présentés vers 16 h 30 et ont demandé ses papiers à l'exploitant agricole qui ramassait les fruits.

## L'homme retourne son arme contre lui

Ancien assureur reconverti dans l'agriculture il y a quelques années, Gérard Dubiau, 57 ans, marié, père de deux enfants, a fait feu sur le premier inspecteur. Celui-ci a été touché à l'abdomen et a été très grièvement blessé. Il a été transporté au CHU de Bordeaux. Il a succombé à ses blessures en fin de soirée.

Prenant peur, sa collègue, une femme d'une quarantaine d'années, a alors tenté de prendre la



Les deux inspecteurs seraient venus vérifier la régularité des contrats de travail des saisonniers chargés de ramasser les prunes dans cette exploitation de Saussignac, un petit village au sud-ouest de Bergerac.

L'agriculteur lui a tiré dans le dos et l'a tuée presque sur le coup. Les identités des victimes n'ont pas été révélées.

« Gérard Dubiau est ensuite rentré dans sa maison. Il a pris une

autre arme et a tiré sur lui-même, a raconté le maire de Saussignac. Les gendarmes l'ont trouvé blessé, à terre et l'ont sorti sur un brancard. »

Selon le maire, l'agriculteur a eu

récemment des difficultés avec sa propriété. Il voulait la vendre mais, au dernier moment, la vente ne s'est pas faite. « Tout cela s'ajoutant aux difficultés actuelles de la profession, il s'est retrouvé déprimé. »

# Drame AUJOURD'HUI EN FRANCE - Vendredi 3 Septembre 2004

## Un vigneron abat deux inspecteurs du travail

**BORDEAUX (GIRONDE)**  
DE NOTRE CORRESPONDANT

**A** QUELQUES JOURS des vendanges, un terrible drame s'est déroulé hier vers 16 h 30 dans une propriété du Bergeracois, le Haut-du-Bois, à Saussignac (Dordogne) : un viticulteur a tué à coups de fusil une inspectrice du travail agricole, âgée d'environ 35 ans, et un chef de contrôle de la Mutualité sociale agricole, avant de retourner l'arme contre lui, sans toutefois mettre sa vie en danger.

Les deux inspecteurs étaient venus contrôler s'il était à jour de ses cotisations et s'il avait bien déclaré les saisonniers qui l'aident actuellement à la cueillette des prunes, avant d'attaquer la récolte du raisin dans environ deux semaines. Selon les témoignages de certains de ces employés, qui ont aperçu la scène sans pouvoir intervenir, Gérard Dubiau aurait prétexté aller chercher des papiers pour rentrer dans sa maison, avant de ressortir armé de son fusil de chasse. Il a alors menacé les deux

contrôleurs en leur demandant de partir. Ils ont tenté de le raisonner mais en vain. Il a tiré successivement un coup de feu en direction de chacun d'eux, touchant mortellement dans le dos la jeune femme de l'Itepsa, l'Inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricole, alors qu'elle tentait de s'enfuir. Son collègue a été transporté au CHU de Bergerac, où il est décédé dans la soirée. « Ses jours sont en danger », indique-t-on sur place. « D'après ce que m'a dit sa femme, je pense qu'il était en dépression », explique son voisin, le maire de Saussignac, Serge Mornac, qui connaissait bien cet homme de 55 ans, marié et père de deux enfants.

### Redressement judiciaire

Ancien assureur dans les environs de Sainte-Foy-la-Grande (Gironde), où il résidait encore, le vigneron avait racheté cette grande propriété d'une vingtaine d'hectares il y a environ six ou sept ans. Mais depuis, il avait connu un redressement judiciaire. Un repreneur potentiel était venu travailler avec lui pendant près d'un

an. Mais il y a un peu plus de six mois, l'accord avait finalement échoué : le repreneur n'a pas réussi à financer le projet. « Je pense que c'est ce qui l'a fait plonger. Il espérait pouvoir prendre sa retraite et il a été obligé de se remettre à travailler », pense Serge Mornac. « Il n'était pas particulièrement irascible et je n'aurais jamais pensé qu'il aurait pu faire une chose pareille. Il y a deux mois, il m'avait même affirmé qu'il était tiré d'affaire, qu'il allait pouvoir faire sa récolte de prunes et ses vendanges. Il voulait même me montrer ses comptes. Mais je ne sais pas jusqu'à quel point c'était vrai », raconte cet autre vigneron avec qui il échangeait souvent du matériel agricole.

Hier soir, le ministre de l'Emploi, Jean-Louis Borloo, et le ministre de l'Agriculture, Hervé Gaymard, ont fait part de leur « très vive émotion ». Ce dernier, faisant état « des difficultés extrêmes » du monde agricole, rend hommage aux inspecteurs du travail en affirmant sa « solidarité à tous ceux qui exercent des difficiles et nécessaires activités de contrôle ».

PIERRE SAUVEY



**SAUSSIGNAC (DORDOGNE), HIER.** Les gendarmes établissent un périmètre de sécurité autour de la propriété de l'agriculteur qui a tiré sur une inspectrice du travail et un contrôleur agricole. (PHOTOGRAPHIE SUD OUEST) / EMILIE DROUINAUD

# SUD OUEST

GERS

VENDREDI 3 SEPTEMBRE 2004 / 0,80 €

www.sudouest.com

Saussignac (24)/Un agriculteur tire sur deux contrôleurs

## Abattus devant la ferme

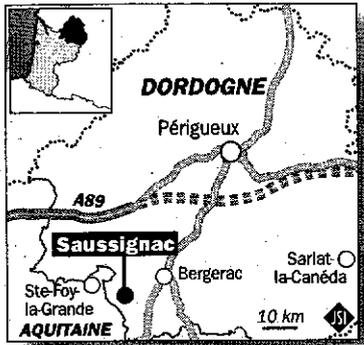


Lors d'un contrôle de routine portant sur les contrats de travailleurs saisonniers, un exploitant agricole a tué une inspectrice du travail et un contrôleur de la MSA avant de tenter de mettre fin à ses jours

**SAUSSIGNAC (24).** Un viticulteur a abattu au fusil de chasse deux contrôleurs du travail, lors d'une visite de routine, avant de tenter de se suicider

SUD OUEST - Vendredi 3 Septembre 2004.

# Le contrôle de routine tourne au drame



David Patsouris

**S**aussignac. Il est 18 heures au cœur du vignoble de Bergerac. Une vingtaine de gendarmes ont investi l'exploitation agricole de Gérard Dubiau. Deux heures plus tôt, ici-même, cet homme de 55 ans a abattu au fusil de chasse deux fonctionnaires de l'Inspection du travail et de la Mutualité sociale agricole (MSA), lors d'une visite de routine, pendant la récolte des prunes.

La première, Sylvie Trémouille, 40 ans, est morte sur le coup. Le second, Daniel Buffière, 46 ans, est décédé un peu plus tard, des suites de ses blessures, à l'hôpital de Bergerac. L'agriculteur a d'abord tiré sur le contrôleur de la MSA, de face, puis lâché une deuxième décharge dans le dos de l'inspectrice du travail, alors qu'elle tentait de s'enfuir. Elle s'est écroulée juste devant la Clio blanche avec laquelle elle était arrivée.

**Il tente de se suicider.** Il a ensuite laissé tomber son fusil dans la cour. Il restait une cartouche. Il est retourné dans le bâtiment de sa propriété. Il a alors pris une deuxième arme et l'a retournée contre lui. Il n'a réussi qu'à se blesser. Un peu plus tard, quand les gendarmes ont donné l'assaut, Gérard Dubiau n'a rien dit. Blessé à l'abdomen, il a été transporté à l'hôpital de Bergerac. Hier soir, ses jours n'étaient pas en danger.



Saussignac. C'est devant cette ferme que Gérard Dubiau a abattu les deux inspecteurs du travail

PHOTO ÉMILIE DROUINAUD

Que s'est-il passé ? « Je pense que Gérard Dubiau a craqué », explique Serge Mornac, le maire de Saussignac. Il le connaît bien puisque sa propriété, sur la colline, domine celle de son administré.

« Il n'était pas du métier, poursuit le maire. Il avait été assureur à Sainte-Foy-la-Grande, je crois. Il avait eu des difficultés financières il y a quelques années et m'en avait parlé. Il s'est cru sorti de ses problèmes avec un repreneur, mais le tribunal n'avait pas accepté cette proposition. Une histoire de crédit. Alors il n'avait pas pu vendre et partir en retraite. Et surtout, il avait dû se remettre dans son exploitation. Il était très bien perçu ici. »

**Profonde dépression.** C'est ici que le fil aurait cassé, selon Serge Mornac. « Ce revers l'a amené à

## Réactions

### Jean-Louis Borloo

Le ministre de l'Emploi, Jean-Louis Borloo, et le ministre délégué aux Relations du travail, Gérard Larcher, ont fait part « de leur très grande émotion » après le drame. M. Larcher se rendra « le moment venu » à Périgueux pour être aux côtés des agents et leur exprimer sa solidarité.

une sorte de dépression. Et là, je pense qu'il a craqué, parce qu'il en avait ras-le-bol. Mais bon, comment expliquer ça ? »

Les deux victimes étaient estimées en Dordogne. Sylvie Trémouille était la mère d'un adolescent. Elle avait longtemps occupé des fonctions de bureau au sein de la DDAF, et venait de passer les concours d'inspectri-

ce, il y a un an, qui lui avaient permis de travailler sur le terrain.

Son collègue de la MSA, Daniel Buffière, père d'une fille, était quant à lui premier adjoint au maire de Bassillac. Il était plus particulièrement chargé de la vie sociale et aussi très impliqué dans la communauté de communes Isle-Manoire.

Hier soir, Hervé Gaymard, le ministre de l'Agriculture, a fait part dans un communiqué de sa « très vive émotion » et a adressé « tous » ses « sentiments de compassion et de peine aux proches et aux familles des victimes ». Le secrétaire d'Etat à l'aménagement du territoire, Frédéric de Saint-Sernin, élu (UMP) de Dordogne, a lui aussi fait part de « sa profonde émotion et sa grande préoccupation ».

# Un agriculteur abat deux contrôleurs du travail

LIBERATION  
Vendredi 3 Sept 2004

Ils venaient inspecter les contrats de travail des cueilleurs saisonniers.

**U**n contrôle de routine portant sur les contrats de travailleurs saisonniers a tourné au drame dans une exploitation agricole de Dordogne où un agriculteur a tué par balles une inspectrice du travail et son collègue, avant de tenter de mettre fin à ses jours.

**Prunes.** Les deux inspecteurs étaient venus vérifier la régularité des contrats de travail des saisonniers chargés de ramasser les prunes dans cette exploitation de Saussignac, un petit village au sud-ouest de Bergerac, a indiqué le vice-procureur de la République. Selon le maire du village, Serge Mornac, les inspecteurs se sont présentés vers 16 h 30 et ont demandé ses papiers à l'exploitant agricole qui ramassait les fruits. Ce dernier,

ancien assureur de 57 ans reconverti, dans l'agriculture il y a quelques années, aurait alors fait feu sur le premier inspecteur, un homme travaillant pour la Mutualité sociale agricole. Touché à l'abdomen, celui-ci a été transporté au CHU de Bordeaux où il est décédé quelques heures plus tard.

**Après avoir tiré sur les deux agents, l'agriculteur aurait tenté de se suicider avec une autre arme. Ses jours ne sont pas en danger.**

Sa collègue, une femme d'une quarantaine d'années, a alors tenté de fuir. L'agriculteur lui a tiré dans le dos et l'a tuée presque sur le coup. Les identités des victimes n'ont pas été révélées. Selon le maire, l'agriculteur est ensuite rentré dans sa maison. Il au-

rait alors pris une autre arme et l'aurait retournée contre lui-même. Les gendarmes l'ont trouvé blessé, à terre, et l'ont sorti sur un brancard. Ses jours ne sont pas en danger, selon la gendarmerie. Transporté à l'hôpital, il a été placé sous surveillance de la gendarmerie et sera mis en garde à vue lors de sa sortie.

Selon le maire, l'agriculteur, père de deux enfants, a eu récemment des difficultés avec sa propriété agricole. Il voulait la vendre mais, au dernier moment, la transaction ne s'est pas faite. «*Tout cela s'ajoutant aux difficultés actuelles de la profession, il s'est retrouvé déprimé.*» Immédiatement après le drame, le ministre de l'Agricultu-

re Hervé Gaymard a fait part dans un communiqué de sa «*très vive émotion*» avant d'exprimer sa «*solidarité à tous ceux qui exercent des difficiles et nécessaires activités de contrôle dans le domaine de l'agriculture et de la mutualité sociale agricole.*»

**Piliers.** Le ministre de l'Emploi, Jean-Louis Borloo, et le ministre délégué aux Relations du travail, Gérard Larcher, ont eux aussi exprimé leur très grande émotion. «*Le travail est un des piliers essentiels de la cohésion sociale. Il est l'une des valeurs fondamentales de notre République. Pour l'ensemble des agents de contrôle, l'application du droit du travail doit pouvoir s'exercer sans aucune restriction dans le cadre des lois de la République.*»

D'après AFP

LE FIGARO - Samedi 4 septembre 2004

**HOMICIDE** Gérard Dubiau n'arrivait pas à vendre sa ferme

## L'agriculteur meurtrier avait des problèmes financiers

Bordeaux : Axel Grouly

Gérard Dubiau, l'agriculteur de Saussignac (Dordogne) qui a abattu, jeudi, deux inspecteurs du travail venus effectuer un contrôle de routine dans sa propriété, était toujours hospitalisé hier au CHU de Bordeaux, où il a subi deux interventions chirurgicales. Cet homme de 57 ans, qui a tenté de mettre fin à ses jours après avoir tiré sur les deux fonctionnaires, est hors de danger mais blessé à la mâchoire. Il n'avait pas encore été entendu, hier, par les enquêteurs.

Selon les premières investigations des gendarmes, le drame s'est joué en quelques minutes, devant l'exploitation produisant des prunes et du vin. Bordée par les vignes, la ferme de Gérard Dubiau est située dans un village de 420 habitants. Des voisins ont entendu les coups de feu ayant coûté la vie aux contrôleurs.

Venu avec sa collègue vérifier la régularité des contrats de travail des saisonniers, Daniel Buffière, agent de la Mutualité sociale agricole (MSA), a été touché le premier et grièvement blessé à

l'abdomen. Prise de panique, Sylvie Tremouille, inspectrice de l'Itessa (Inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricole, qui dépend du ministère de l'Agriculture), a tenté de fuir. Mais un second coup de fusil de chasse a fauché la malheureuse qui s'est effondrée, mortellement touchée dans le dos.

Prévenus par des ouvriers qui récoltaient des prunes, les secours ont évacué rapidement l'inspecteur blessé vers l'hôpital de Bergerac, où il a succombé à ses blessures. Arrivés sur place avec des renforts et des techniciens de l'identification criminelle, les gendarmes ont déployé un périmètre de sécurité avant d'investir prudemment la maison. Sur le sol, gisait le tireur qui avait retourné l'arme contre lui.

Ancien assureur reconverti dans l'agriculture, Gérard Dubiau était estimé dans cette commune du sud-ouest de Bergerac. Selon le maire, il n'avait jamais manifesté d'agressivité à l'égard de ses voisins. «*Je le connais bien. Nos propriétés se touchent et nous nous rendions mutuellement des services. Je ne l'ai jamais vu se mettre en colère*», se souvient l'élu, qui discutait souvent avec

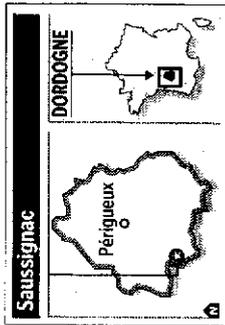
l'agriculteur. Ce dernier avait eu «*pas mal des difficultés*» il y a six à huit mois. «*Il a été en redressement judiciaire et pensait pouvoir s'en sortir grâce à un repreneur. Mais le dossier n'a pas été accepté et il était très déçu de ne pas avoir réussi à revendre sa propriété*», explique Serge Mornac, pour qui Gérard Dubiau «*était déprimé et a craqué*». Les deux inspecteurs étaient âgés d'une quarantaine d'années.

Cette tragédie, qui intervient dans une région frappée par la crise de la viticulture, a suscité une vague d'indignation. Pour la FNSEA, principal syndicat agricole, «*quelle que fût la situation*» de l'agriculteur, «*rien ne peut justifier*» ce double meurtre. Le ministre de l'Agriculture Hervé Gaymard a fait part de sa «*très vive émotion*». La présidente de la MSA, Jeanette Gros, a rappelé «*qu'en cette période de cueillette et de vendanges, outre sa mission de vérification de l'application de la réglementation sociale, le contrôleur de la MSA a vocation à aider les exploitants dans leur recherche de solutions pour l'accueil et l'emploi de leurs travailleurs saisonniers.*»

Double meurtre

LE PARISIEN - Samedi 4 septembre 2004

# Les raisons du coup de folie de l'agriculteur



**BORDEAUX (GIRONDE)**  
DE NOTRE CORRESPONDANT

« **U** N HOMME très sympa, tout ce qu'il y a de plus normal, pas particulièrement irascible. » A Saussignac (Dordogne), tout le monde paraît unanime pour évoquer la personnalité de Gérard Dubiau. Pour tant, jeudi en fin d'après-midi, cet agriculteur, ancien assureur et ancien militaire de 56 ans, marié et père de deux enfants, a bel et bien tué à coups de fusil une inspectrice du travail agricole et un contrôleur de la Mutualité sociale agricole (MSA) venus faire un contrôle de routine sur les contrats et les règlements de cotisations pour ses salariés employés au ramassage des prunes.

« Il a craqué parce qu'il en avait

ras-le-bol. Il était en dépression. Il voulait vendre sa propriété pour prendre sa retraite et n'y arrivait pas », explique son voisin, Serge Momac, maire de Saussignac. Les enquêteurs n'ont pas pu établir s'il était ou non en régie lors du contrôle. Ils n'ont pas davantage pu l'entendre. Après son coup de folie meurtrier, il s'est donné un coup de feu dans le visage, qui l'a principalement touché au niveau de la mâchoire. Hier, il a subi une opération et reste hospitalisé à Bergerac (Dordogne), sous surveillance.

« Il était militaire avant de se reconvertir une première fois comme agent d'assurances. Il a eu une petite agence qui marchait bien pendant vingt ans, jusqu'en juin 2002, à Pignatier (Gironde), près de Sainte-Foy-la-Grande, quand il a revendu son portefeuille. Il était passionné de chasse, mais son rêve était d'avoir une propriété agricole », raconte un membre de son ancienne compagnie d'assurance. On ne s'improvise pas agriculteur et le rêve a tourné au cauchemar. Après avoir acquis son domaine de 20 ha de pruniers et de vignes, il a d'abord tenté de mener les deux activités de front. Son exploitation s'est retrouvée en redressement judiciaire. Et finalement, le repreneur potentiel a jeté l'éponge, faute

d'obtenir les crédits. Gérard Dubiau a donc dû se remettre au travail, avec de vraies difficultés financières. Mercredi, il a brusquement été pris d'une folie meurtrière qui s'est abattue sur les deux inspecteurs.

## « Il a détruit deux familles »

Sylvie Trémouille, 40 ans, était mariée et mère d'une collègue qui venait de faire sa rentrée en quatrième. Après une carrière de bureau à la direction départementale de l'agriculture, elle avait passé le concours d'inspecteur il y a seulement un an, afin de rejoindre le terrain. Daniel Buffière, 46 ans, père d'une fille de 14 ans, était le responsable des contrôleurs de la Mutualité sociale agricole de la Dordogne, où il était entré comme simple technicien en 1976, à 18 ans. Il était aussi premier adjoint dans sa commune de Bassillac, près de Périgueux. « Il était président du CE de la MSA, et il était réputé pour être un médiateur et psychologue. Il avait repris le travail il y a peu de temps après de gros problèmes de santé qu'il avait surmontés », confie Claudine Faure, la présidente de la MSA.



**SAUSSIGNAC (DORDOGNE), SAMEDI.** Daniel Buffière (ci-contre) est l'une des deux victimes de la folie meurtrière de Gérard Dubiau. (PHOTOPOUR/SUD OUEST - WEMILE DROUINAUD/DR)

« Malheureusement, ce sont eux qui ont été tués, mais ça aurait pu aussi bien être quelqu'un d'autre. Je comprends que l'on puisse avoir une déprime aussi forte, mais on ne résout pas ses problèmes comme ça. Il a détruit deux vies et deux familles, et il est encore plus dans la misère aujourd'hui », dit-elle. Pour elle, la crise de l'agriculture de Dordogne, touchée dans de nombreuses produc-

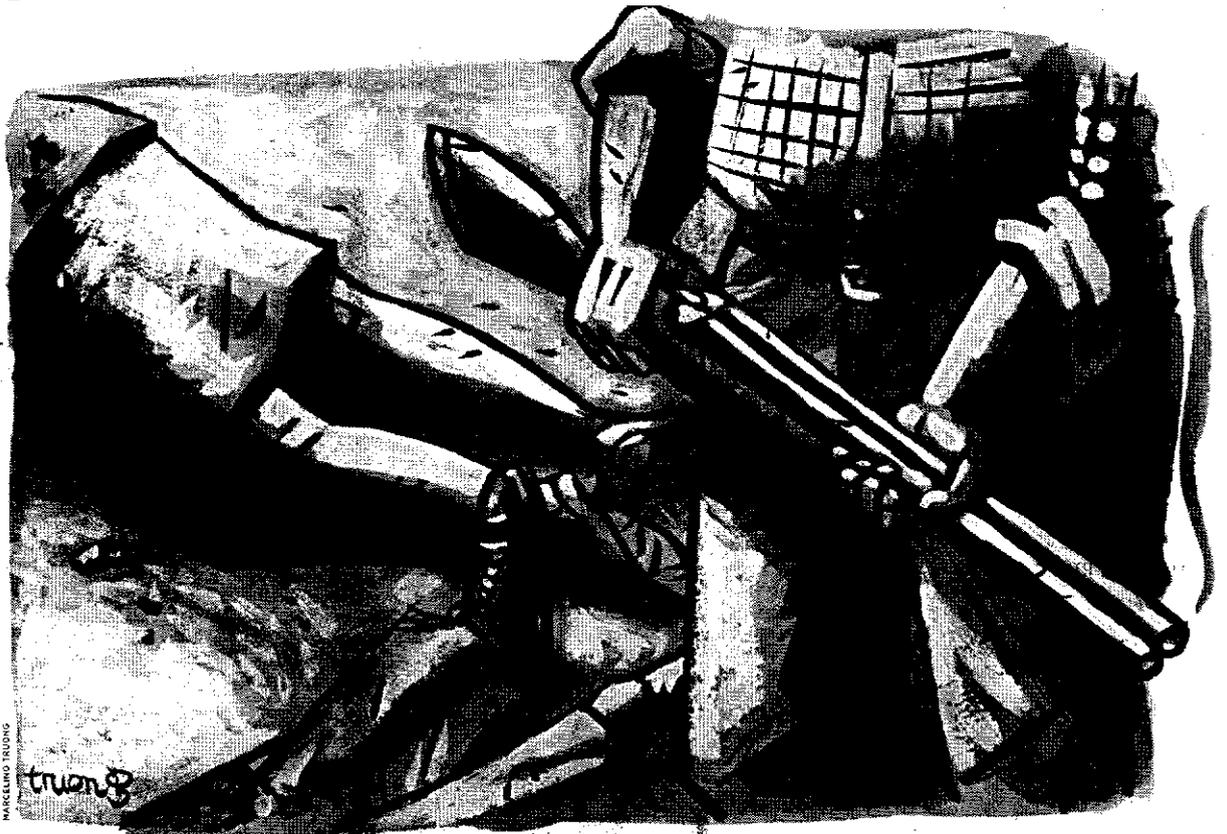
tions, est bien réelle. Selon les statistiques de la MSA, il y a eu autant de dossiers de règlements amiables, de redressement et de liquidation judiciaire d'exploitations entre janvier et mai 2004 que pendant toute l'année 2003. Le président Chirac a écrit hier aux familles des deux inspecteurs pour leur faire part de sa « compassion dans la douleur de ce drame ».

PIERRE SAUVEY

La tuerie en Dordogne met en évidence les difficultés de la profession.

# L'inspection du travail sous le choc du double meurtre

Christophe est contrôleur du travail. Quand il a débuté, il avoue lui-même qu'il se sentait du « bon côté ». Celui de la loi et de la défense des salariés. « Aujourd'hui, les employeurs me disent: "Vous nous faites chier", avant de dire bonjour. Le climat s'est vraiment dégradé. » La mort d'une contrôlease du travail dépendant du ministère de l'Agriculture et d'un inspecteur de la Mutualité sociale agricole a profondément remué un corps qui se sent méprisé. Manque de moyens, entreprises de plus en plus puissantes, salariés qui n'osent pas faire respecter leurs droits, de peur de se retrouver au chômage. Les inspecteurs et contrôleurs du travail sont souvent en première ligne, mais seuls. « Quand on va visiter une entreprise, on ne prend pas rendez-vous, dit Françoise, inspecteur depuis quinze ans à Paris. Bien souvent, le patron prend ça pour un viol de sa propriété, surtout quand il s'agit du patron d'une PME en difficulté économique. » Et en cas d'infractions au droit du travail, assez courantes dans les secteurs qui reposent sur l'emploi de saisonniers comme l'agriculture, l'hôtellerie-restauration ou le bâtiment, les condamnations « sont minimales et toujours très tardives », poursuit-elle. Pourtant, la loi sur le travail dissimulé (le travail au noir) a été durcie: « Un employeur risque jusqu'à trois ans de prison et 45 000 euros d'amende, explique Luc Beal-Rainaldi, secrétaire national du SNU-FET, qui dépend de la FSU. C'est la sanction la plus



Mais les agressions ne sont pas toujours déclarées. « On nous fuit à la porte, on nous empêche physiquement d'entrer, sans oublier les menaces de fermeture et de délocalisation si on insiste », dit Daniel, inspecteur en Rhône-Alpes.

Il se sent surtout très peu soutenu par son ministère. « C'est assez dur de bosser sous un gouvernement de droite qui dézingue systématiquement ce que vous êtes censé faire respecter », lâche-t-il. Au point de penser que la mort des deux fonctionnaires est tristement « logique ». « Il n'y a plus d'ordre public social en France, poursuit Françoise, inspecteur à Paris. Quand des inspecteurs se font tuer au Brésil, on a froid dans le dos, mais on ne pouvait pas imaginer que ça puisse se passer en France. » L'ensemble des syndicats des fonctionnaires du travail appelle à des actions, le jour des obsèques des deux agents.

MURIEL GRENFILLET

## Un viticulteur dépassé et dépressif Claude Duviau n'arrivait plus à gérer sa société en redressement judiciaire.

Saussignac envoie une spéciale

Claude Duviau, 57 ans, viticulteur à Saussignac, petit village sur les coteaux de Dordogne, a abattu jeudi après-midi avec son fusil de chasse deux contrôleurs du travail, avant de tenter de mettre fin à ses jours. Sylvie Trémouille, 40 ans, est morte sur le coup. Daniel Buffière, 46 ans, quelques heures plus tard. Le tireur est à l'hôpital. Faux contrats. Alfino, un saisonnier qui travaille depuis trois ans au « Haut du bois », la propriété de Duviau, au cœur du vignoble de Bergerac, s'échinait ce jeudi à réparer le tracteur devant la ferme. Il aperçoit une Clio blanche qui s'engage dans le chemin, il questionne son patron. « Qui veux-tu que ce soit ? Les inspecteurs du travail, évidemment », lui répond Duviau. Les fonctionnaires vont discuter une quinzaine de minutes devant la ferme. Le ton monte. « Je suis déjà passé au tribunal à cause de vous, madame », lance le viticulteur à l'inspectrice, faisant allusion à ses démolés pour des faux contrats de travail faits à des saisonniers. Le viticulteur s'éclipse à l'inté-

rieur. Etonnés, les deux contrôleurs font le pied de grue devant la ferme. Et puis c'est le coup de feu. Il vient de tirer sur le contrôleur. « Alors la femme a couru, poursuit l'ouvrier, elle voulait se cacher derrière un fourgon. Deux secondes de plus et elle serait arrivée. » Duviau vient de lâcher une deuxième décharge, dans le dos de Sylvie Trémouille.

Le matin même, Antonia a embauché à 8 heures. On est en plein ramassage des prunes. La journée s'annonce bien. « Le patron nous a félicités. Il nous a dit qu'on était une bonne équipe et que la récolte allait être bonne », explique Antonia. Vers 15h30, les deux inspecteurs arpentent les vergers. Ils vérifient les contrats des travailleurs. Nom, prénom, adresse. Puis prennent la direction de la ferme.

20 hectares. Il y a cinq ans, Claude Duviau a réalisé son rêve. Ce chasseur de palombes, trapu costaud, assureur à Pineuilh, achète en association avec un agriculteur et ami proche cette propriété de 20 hectares, une douzaine en vignes, le restant en arbres fruitiers. L'ami gère l'ex-

ploitation au quotidien, Claude apprend le métier. Premier accroc: l'associé entre tient une relation avec la fille de Claude. C'est le divorce entre les deux hommes. L'assureur se retrouve seul à la propriété. « Il connaissait pas la vigne. Ce métier de la terre, c'était pas le sien », lâche João, ouvrier agricole. Pour ne rien arranger, le vins de Bergerac trinquent. « Il y a vingt-cinq ans, on vendait notre vin 4 500 franc (687 euros) le tonneau. Aujourd'hui, c'est le même prix », explique Serge Mornac, maire de Saussignac, pour qui c'est clair: Duviau « a craqué ». « Depuis plus d'un an, il n'était que l'administration et les banques voulaient sa peau. Il se sentait persécuté, était devenu dépressif », renchérit Jack Bouvet-Bionda, agriculteur voisin. En février, Claude Duviau a présenté à saisonniers le reprenneur de sa propriété en liquidation judiciaire: Nicolas, un jeune agriculteur qui s'investit jusqu'à l'échéance. Après un beau jour d'août, on ne l'a plus revu. L'affaire était tombée à l'eau. Le tribunal n'aurait pas accepté le plan de reprise. ◀

COLETTE GOINÉ

Aujourd'hui, environ 7% des PV relèvent d'incidents pendant les contrôles.

lourde qui existe dans le code du travail, mais dans certains départements français il est très difficile de contrôler le travail agricole. »

Des agents sont victimes de campagnes d'affichage sauvage, avec, sous leur photo, cette mention: « le fonctionnaire le plus con du ministère... » Aujourd'hui, environ 7% des PV dressés par les inspecteurs et contrôleurs relèvent des incidents pendant les contrôles.

LE MONDE - Dimanche 5 / lundi 6 Septembre 2004

## Les syndicats dénoncent les agressions contre les inspecteurs du travail

### Ils réagissent aux meurtres de Saussignac

**UNE INFORMATION** judiciaire pour « homicides volontaires sur personnes chargées d'une mission de service public » devait être ouverte, samedi 4 septembre, par le parquet de Bergerac (Dordogne), deux jours après la mort de deux inspecteurs du travail, tués par balles par un agriculteur dans le village de Saussignac, alors qu'ils procédaient à un contrôle inopiné du contrat de travail de saisonniers.

L'auteur des coups de feu, Claude Duviau, 57 ans, ancien militaire et ancien assureur reconverti dans la viticulture, s'était ensuite tiré une balle dans la mâchoire. Il restait hospitalisé à Bordeaux, samedi, dans un état qui ne met pas sa vie en danger. L'information judiciaire, confiée à la juge d'instruction Nathalie Larsabal « *devra notamment permettre de préciser les raisons du passage à l'acte (...) que, d'après les témoignages recueillis, l'attitude de l'intéressé ne permettait pas de prévoir* », a indiqué, vendredi 3 septembre, le parquet qui a requis un mandat de dépôt. Un témoignage semble indiquer cependant que l'agriculteur, aux prises avec de graves difficultés professionnelles, avait laissé entendre qu'il s'apprêtait à faire parler de lui (*Le Monde* du 4 septembre).

La mort violente, dans l'exercice de leurs fonctions, de Daniel Buffière, 45 ans, père d'un enfant et adjoint au maire (PS) de Bassilac (Dordogne), et de Sylvie Trémouille, 41 ans, mère d'un enfant, a plongé dans la consternation le monde de l'inspection du travail. Après les ministres de l'agriculture

et des affaires sociales, le président de la République a écrit, vendredi, aux familles des victimes afin de leur faire part « *de son soutien et de sa profonde sympathie* ». Syndicats et partis politiques de gauche ont largement exprimé leur émotion. Les difficultés croissantes du métier d'inspecteur et le manque de soutien politique sont dénoncés par des syndicalistes.

« *Quelles que soient les circonstances précises de ce drame, il survient dans un climat de dénigrement du Code du travail, des garanties sociales (...) et des fonctionnaires chargés d'en contrôler le respect, estime la CGT. Les agressions verbales et physiques à l'encontre des agents des inspections du travail sont de plus en plus fréquentes et sont très rarement suivies d'une réaction ferme des pouvoirs publics (...)* ». De son côté, la CFDT estime que « *ce drame de la désespérance ne doit pas cacher les nombreuses intimidations, et agressions dont sont victimes les inspecteurs dans l'exercice de leur fonction* », avant de souligner que « *les pouvoirs publics et, en tout premier lieu, les employeurs ont un devoir de protection* ». FO insiste aussi sur le fait que « *fonctionnaires ou non, tous les agents dépositaires de la chose publique ont droit au respect et à la sécurité dans l'exercice de leurs fonctions, (...), composante du pacte républicain* ». Du côté des agriculteurs, la FNSEA estime que « *rien ne peut justifier un tel acte* » tout en appelant « *l'attention de tous sur les conditions de vie de plus en plus difficiles de nombreux exploitants* ».

Philippe Bernard